

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 25/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS**

ancienne installation de traitement des matériaux  
implantés à IGNEY (88150)

Références : S-25-1312RP

Code AIOT : 0006205243

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 l'ancienne installation de traitement des matériaux implanté rue adjudant jacquot 88150 Igney. L'inspection a été annoncée le 14/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du démantèlement de l'installation de traitement et de la cessation d'activité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS
- rue adjudant jacquot 88150 Igney
- Code AIOT : 0006205243
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Jean Bernard a exploité, sous couvert du récépissé de déclaration du 27 février 1976, une installation de traitement de sables et graviers aujourd'hui classée sous la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées sur la commune d'IGNEY. Au cours des dernières années, l'installation de traitement a été reprise par la société Granulats Nord Est puis Granulats et Sables de la Moselle et enfin par GSM en 2001 (récépissé du 14 décembre 2001).

Cette installation de broyage, concassage, criblage traite moins de 200 000 tonnes par an de sables et graviers.

Par courrier du 17 février 2014, la société HEILDEBERG (ex-GSM) a notifié à Monsieur le Préfet des Vosges que son installation de traitement des matériaux relevait du régime de l'enregistrement avec une puissance totale sur le site de 536 kW.

Le référentiel réglementaire du contrôle est le code de l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Validité autorisation	Code de l'environnement, article R. 512-74-II	Sans objet
2	Notification cessation activité	Code de l'environnement, article R. 512-46-25	Sans objet
3	Usage futur	Code de l'environnement, article R. 512-46-26	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats, il appartient à l'exploitant d'engager la procédure de cessation d'activité conformément à l'article R. 512-46-24bis et suivants du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Validité autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-74-II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant. Le préfet peut alors mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de son installation, ou de la partie concernée de son installation, au sens de l'article R. 512-75-1. Le projet d'arrêté de mise en demeure est communiqué préalablement par le préfet à l'exploitant qui dispose d'un mois pour présenter ses observations éventuelles par écrit.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, il a pu être constaté que l'installation de traitement des matériaux fixe a été démantelée et qu'il n'y avait pas d'activité sur le site de l'installation de traitement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Au vu des constats et du démantèlement de l'installation de traitement, il appartient à la société HEILDEBERG d'engager la procédure de cessation d'activité défini aux articles R. 512-46-24bis et suivants du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Notification cessation activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-46-25
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, notification
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>I.</b> Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p><b>II.</b> La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p><b>III.</b> Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, « conformément à l'avant-dernier » alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p><b>IV.</b> Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article « R. 512-46-24 bis ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, il a pu être constaté que l'installation de traitement des matériaux fixe a été démantelée et qu'il n'y avait pas d'activité sur le site de l'installation de traitement.</p> <p>A ce jour, aucune notification de cessation d'activité n'a été transmise à l'État.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au vu des constats et du démantèlement de l'installation de traitement, il appartient à la société HEIDELBERG d'engager la procédure de cessation d'activité défini à l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Usage futur

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-46-26
<b>Thème(s) :</b> Autre, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>I. Lorsque l'exploitant « procède à » une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'enregistrement, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires du terrain d'assiette de ou des installations classées concernées par la cessation d'activité, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p>
<b>Constats :</b>  L'usage futur du site n'a pas été déterminé dans l'arrêté d'enregistrement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il convient à la société HEIDELBERG de déterminer le ou les usages futurs du site selon les dispositions de l'article R. 512-46-26 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite